

Election de Barack Obama - Priorité au mouvement social !

mercredi 12 novembre 2008, par [BATOU Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 12 novembre 2008).

L'élection de Barack Obama à la Présidence des Etats-Unis a révélé un puissant paradoxe. En effet, sa candidature a reçu un soutien sans précédent des secteurs décisifs de la classe dominante, ce que reflète son budget de campagne de 640 millions de dollars, largement supérieur aux 360 millions reçus par le candidat républicain John McCain. En même temps, elle a suscité une mobilisation électorale sans précédent des milieux populaires les plus défavorisés (parmi eux, en particulier les Afroaméricains, les Latinos, les jeunes et les femmes), qui lui a assuré la victoire.

Pour le candidat vert Ralph Nader, ce soutien massif de Wall Street à Obama révèle mieux que bien des discours leurs affinités politiques. Ce dernier n'a-t-il pas soutenu l'engagement de fonds publics à hauteur de 700 milliards de dollars pour le sauvetage des banques ? En tant que sénateur de l'Illinois, n'a-t-il pas défendu les choix énergétiques les plus dangereux pour l'environnement (nucléaire, centrales au charbon, forages pétroliers en haute mer, etc.) ? Pour faire face à la crise, n'a-t-il pas sollicité d'abord les conseils de Paul Volker, président de la Réserve Fédérale durant les années Reagan, de Lawrence Summers, ancien chef économiste de la Banque mondiale et secrétaire du Trésor sous Clinton, de Jamie Dimon, président de la banque J. P. Morgan ? En matière de politique étrangère, n'a-t-il pas coopté Dennis Ross dans son brain trust (cet ancien conseiller de Bill Clinton pour le Moyen-Orient est très proche d'Israël et très lié aussi aux néoconservateurs) ?

Et pourtant, Obama a su mobiliser massivement les électeurs-trices des milieux les plus défavorisés avec des promesses de changement. Il incarne aussi la spectaculaire transgression d'une barrière raciale séculaire. Raison d'un tel paradoxe ? la crise. Elle progresse de jour en jour et menace les bases même du « compromis social américain », fondé sur une captation croissante de la richesse par le capital, mais aussi, du moins jusqu'ici, sur le maintien d'un consumérisme populaire porté par l'envolée du crédit et l'importation massive de produits bas de gamme made *in China*. Avec la récession qui s'installe et prend des allures de dépression, les jours de ce modèle sont comptés. Les chiffres du chômage s'emballent : 10 millions aujourd'hui (17 millions si l'on compte le sous-emploi), soit 25% de plus qu'au début de l'année, et 40% de plus qu'en mars 2007. Un propriétaire de logement sur six doit plus à sa banque que la valeur totale de son bien. Les fonds de pension ont vu partir 2000 milliards en fumée en quelques mois. Et ce n'est qu'un début, dans un pays qui compte déjà près de 50 millions de pauvres...

Pour celles et ceux d'en bas, le vote Obama a donc représenté très clairement un geste de défiance, de protestation et de rejet à l'égard des politiques de toutes les administrations – républicains et démocrates confondus – depuis l'intronisation de Ronald Reagan en 1981. Une sorte de plébiscite pour un changement radical d'orientation, faute de moyens concrets pour combattre sur le terrain la « révolution conservatrice » engagée depuis près de trente ans par les milieux dominants. Pourtant, si ces secteurs populaires n'arrivent pas à développer des mobilisations d'envergure, à renforcer leurs organisations et à investir pleinement le champ de l'alternative politique, leur désillusion risque vite d'être à la mesure de leurs espoirs, avec les dangers de retour de bâton que cela suppose. En effet, même si les républicains ont été clairement battus, le vote en faveur du ticket McCain-Pallin exprime aussi la force relative d'un contre-courant ultra-réactionnaire, alimenté par l'intégrisme religieux, les valeurs familiales les plus rétrogrades (contre l'avortement et le mariage

gay), le racisme anti-immigrés (35 000 interpellations de sans-papiers et 600 crimes racistes recensés en 2007) et l'impérialisme va-t-en guerre à la sauce anti-islamique, etc.

Le 20 janvier, Barack Obama sera président des Etats-Unis, mais le pouvoir restera entre les mains d'une bourgeoisie à l'offensive, qui dispose de puissantes institutions. La Maison Blanche, certes, avec ses départements-clés du Trésor, de la Défense, de la Sécurité nationale, des Affaires étrangères, de l'Energie ; les grandes compagnies privées, en particulier celles liées à la défense et à l'aérospatiale, à l'énergie, aux grands laboratoires de recherche, avec les principales associations patronales qui les lient entre elles ; enfin, les comités les plus importants des deux chambres, en symbiose avec les secteurs clés de l'économie privée. Comme le déclarait récemment Warren Buffet, l'homme le plus riche du monde (en 2008, sa fortune est évaluée à 62 milliards de dollars), et partisan inconditionnel d'Obama : « *Il y a une lutte de classe, d'accord, mais c'est ma classe, celle des riches, qui fait la guerre et nous sommes en train de la gagner* » (*New York Times*, 26 novembre 2006). Dans un tel contexte, il n'y a qu'un moyen de lui donner tort : transformer le vote pour Obama en capacité d'action indépendante du mouvement social, afin que les 150 millions de travailleurs-euses états-uniens, les femmes et les minorités ethniques en leur sein, commencent à peser de tout leur poids pour défendre leurs propres solutions à la crise.

P.-S.

* Paru en éditio dans le périodique suisse « solidaritéS » N° 137 (14/11/2008).